

impôts énormes qu'ils étaient obligés de payer pour l'entretien du clergé protestant.

Ce point gagné, les Irlandais continuèrent leurs travaux, pour tâcher d'acquiescer le second point de leur programme : la liberté politique.

Ici les attendaient des obstacles qui n'ont pas encore disparu et qui ne disparaîtront vraisemblablement jamais.

* *

Les Anglais, pour diverses raisons, ne peuvent et ne doivent pas, politiquement parlant, donner l'indépendance aux Irlandais.

La première raison pour eux de s'y opposer, c'est le danger qu'il y aurait pour l'Angleterre de l'établissement d'un royaume dont elle ne serait séparée que par un détroit.

De plus, par la perte de l'Irlande, l'Albion serait privée d'un des plus beaux fleurons de sa couronne.

En perdant sa vassale, elle deviendrait une seconde Autriche, ce qui la rendrait incapable d'accomplir les grands desseins de sa politique ambitieuse.

Elle cesserait en quelque sorte—il faut bien remarquer ce point—d'être une puissance continentale. Or, n'y aurait-il pas d'autre raison plus forte contre l'indépendance de l'Irlande, qu'elle la refuserait toujours.

* *

Aussi toute demande à la Chambre des Communes faite pour obtenir des réformes libérales à l'Irlande sont-elles toujours vues d'un mauvais œil par sa puissante suzeraine.

La presse anglaise, de son côté, ne manque jamais une occasion de présenter sous un mauvais jour les réformes demandées, et de leur rendre le peuple anglais hostile.

Les journaux anglais ne négligent non plus aucune circonstance d'insulter les Irlandais, et de les traiter de paresseux, d'ivrognes, d'assassins, etc. Ils ajoutent de plus que les insulaires ne doivent qu'à eux-mêmes tous les maux dont ils se plaignent.

Leur tactique est de rendre impopulaire toute réforme demandée et de donner un semblant de raison à la politique agressive de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Irlande.

Mais, heureusement, l'Europe, que ne disons-nous le monde entier, sait à quoi s'en tenir à propos de la question irlandaise et sait de quelle côté pèse la balance de la justice.

La France, par exemple, qui s'est donné pour mission de défendre tous les peuples opprimés, a toujours accordé ses sympathies à l'Irlande. Si elle n'essaye plus de lui reconquérir son indépendance, par la force des armes, ainsi qu'elle a tenté de le faire autrefois, c'est du moins avec le plus grand empressement qu'elle reçoit chez elle les patriotes irlandais et qu'elle leur accorde tout son appui.

Aussi lorsque la ligue agraire fut fondée, en 1830, son fondateur, M. Parnell, inaugura la série de voyages qu'il devait faire dans l'intérêt de cette société, par une excursion à Paris, sachant qu'il y trouverait aide et protection.

Dans la grande capitale, il eut une entrevue avec divers représentants de la presse parisienne. En conversant avec les journalistes français, M. Parnell fit plusieurs déclarations que nous tenons à consigner ici vu qu'elles expliquent le programme que les patriotes irlandais—les *home rulers*—ont adopté. Le député de Cork commence, en parlant de la famine de 1846, de la misère qui existe maintenant et de la conduite tenue par la ligue agraire, et termine en énumérant les réformes qu'il serait nécessaire de faire pour améliorer la condition sociale du pays. Voici :

« Remontons, a-t-il dit, jusqu'en 1846. En cette année, la famine sévit en Irlande, et beaucoup de fermiers ne purent payer leur fermage, ou seulement partie de leur fermage. Les propriétaires les expulsèrent. De 1846 à 1849, les évictions de fermiers insolubles dépassèrent le chiffre de un million. Cinq cent mille de ces misérables émigrèrent en Amérique. Les cinq cent mille autres moururent de faim sur les grandes routes.

« Aujourd'hui, la situation est la même. En 1879 et 1880, les récoltes ont été mauvaises. Cette alternative se présentant de nouveau à l'Irlande : Emigrer ou mourir de faim. Alors nous sommes intervenus. En 1846, les paysans avaient commencé par payer leurs fermages, puis ils étaient morts. Cette fois, nous leur avons dit : « Ne payez pas, mais vivez. Donnez à manger à vos familles. » Voilà expliquées nos revendications agraires.

« Si encore le taux des fermages avait été réglé sur une échelle raisonnable, on eût pu s'accommoder pour vivre misérablement, mais pour vivre. Mais on a tablé uniquement sur les années de bonnes récoltes. Dans ces années, il reste aux fermiers un peu plus d'un tiers de leur récolte. Cela leur suffit pour se nourrir. Dans les années moyennes, le propriétaire payé, il leur reste moins d'un tiers : trop peu pour manger. Dans les années mauvaises, le bail absorbe la totalité du re-

venu de la terre, moins un cinquième. Alors, c'est la famine.

« Si nous n'avions pas fait la ligue agraire, aujourd'hui l'Irlande serait un grand cimetière. Mes malheureux concitoyens auraient donné aux landlords toute leur récolte, et l'île serait perdue.

« Pour remédier à cette situation nous demandons trois choses : 1o que les fermages soient évalués aujourd'hui à un certain taux non susceptible d'élévation ; 2o que le gouvernement fasse aux paysans des prêts hypothécaires à 3 % ; 3o que les landlords consentent au rachat des terres à leur valeur actuelle. Le paiement en serait effectué avec l'argent prêté par l'Etat. Et cet argent lui-même, les emprunteurs le rembourseraient en vingt ou trente ans.»

Ainsi que le dit M. Parnell, la ligue agraire avait sa raison d'être et les réformes qu'elle cherche à obtenir méritent d'être prises en considération.

D'abord on demande qu'il ne soit plus permis aux landlords d'augmenter à chaque terme le taux des fermages ; ensuite on voudrait que le gouvernement fit des prêts aux tenanciers à trois par cent, garantis par des hypothèques, et enfin que les landlords vendent des terres à leurs tenanciers. Pour acheter ces terres, les paysans emprunteraient de l'argent du gouvernement qu'ils s'engageraient de payer en vingt ou trente années.

Rien de plus raisonnable que ces demandes. Tout gouvernement se serait empressé de les accepter. Mais celui de la Grande-Bretagne refusa.

Le ministère Gladstone, d'ailleurs, aurait-il voulu se rendre aux désirs des tenanciers irlandais, qu'il n'aurait pu le faire, vu qu'il se serait heurté à un obstacle insurmontable : le *landlordisme*. En effet, la noblesse anglaise s'opposera toujours à vendre les terres qu'elle possède en Irlande, et jamais elle ne consentira à rendre les tenanciers propriétaires. C'est une question vitale pour elle, car il ne faut pas se le dissimuler la noblesse anglaise tire presque tous ses revenus de l'Irlande, qu'elle possède presque entièrement, ainsi que nous l'avons dit précédemment. Or, les nobles anglais ne consentiront jamais à se faire pauvres pour rendre les Irlandais heureux ; et comme dans tous les ministères qui se succèdent, qu'ils soient whigs ou torys, ils sont largement représentés, il n'y a pas crainte que leur féodalité subisse quelques brèches.

* *

La presse anglaise, suivant en cela sa vieille coutume, entreprit une lutte terrible contre la ligue agraire, la représentant comme composée de personnes déloyales à la reine et tout à fait indignes de considération. Elle porte maintenant les mêmes accusations contre la ligue nationale, qui a succédé à celle dont nous parlons ici.

Cependant il se trouva quelques journalistes anglais qui prirent la défense de la ligue et s'efforcèrent de lui gagner l'estime public. Entre autres, M. Labouchère, qui compte parmi les meilleurs défenseurs que l'Irlande ait en Angleterre, écrivait dans le *Truth*, à cette occasion, un article remarquable dont nous détachons ce qui suit :

« Rien ne me surprend plus que de voir de quelle manière les Irlandais sont traités en Angleterre. On n'entend qu'un cri : Ecrasez-les ! foulez-les aux pieds. Leur crime consiste à employer tous leurs efforts à obtenir pour l'Irlande le droit de contrôler les affaires locales. J'aimerais à savoir combien de temps nous laisserions conduire nos affaires locales par les Irlandais.

« Ils violent les lois, dit-on. Peut-être ; mais les Polonais aussi violaient les lois de la Russie et étaient envoyés en Sibérie, et cependant la sympathie que nous leur manifestons nous est comptée comme une vertu.

« Mais voyez donc les outrages qu'ils commettent, nous réplique-t-on. Personne ne déplore plus que moi ces attentats, mais je ne sache pas qu'ils aient été commis par les ligueurs. Ces organisateurs sont habiles et ils savent que rien ne serait plus funeste à leur cause, aussi leur système est celui de la résistance passive.»

Ainsi que le dit M. Labouchère, le parti irlandais ne travaille que pour donner à l'Irlande la liberté de conduire ses affaires locales. Pour parvenir à ce but, il emploie tous les moyens que la constitution du pays lui fournit et il ne se sert pas de ceux qu'elle et la justice défendent.

« Donc, il n'est pas solidaire des crimes qui sont commis par quelques prétendus amis de l'Irlande et qui réellement ne le sont pas, car, par les actes criminels dont ils se rendent coupables, ils ne pourraient que rendre impopulaire la cause dont ils se disent les défenseurs, si elle pouvait être compromise par quelques exaltés, comme il s'en rencontre partout, dans des occasions semblables.

Ceux auxquels nous voulons faire allusion, ce sont les féniens. Cette société, de même que toutes celles qui ont existé sous diverses dénominations, mais dont les moyens d'actions étaient les mêmes, ont fait plus de mal que de bien.

Aussi la grande majorité du peuple irlandais, reconnaissant tout le tort fait à leur cause par ces diverses associations occultes, a toujours refusé d'en faire partie et préfère suivre les conseils prudents de ses chefs, qui à l'exemple de M. Parnell, prêchent la modération et l'obéissance aux lois, et il ne manque jamais une occasion de se défendre de toute liaison avec le parti extrémiste.

Dans la même entrevue de laquelle nous avons parlé ci-dessus, M. Parnell a repoussé toute filiation de la ligue agraire avec les féniens et il a ajouté en terminant :

« Les féniens nous sont, à nous, ce que les opportunistes sont aux intransigeants chez vous. Ils rêvent une république indépendante en Irlande, qui ne peut être établie que par une révolution brutale.

« Notre but, à nous, est plus immédiat. Nous voulons d'abord faire la réforme économique. Ensuite nous réclamerons le rétablissement du parlement irlandais.

« Mais nous ne prétendons pas faire une séparation et constituer un Etat libre. Ces projets sont trop audacieux pour être réalisables.»

* *

Rien de plus juste que les demandes du parti irlandais. Le gouvernement, ce nous semble, pourrait les accorder, sans nuire à son autorité. Cependant, il a toujours refusé d'y accéder jusqu'aujourd'hui et il est peu probable qu'il les accorde dans l'avenir.

C'est en vain que les *home rulers*, les parnellistes, les ligueurs ont combattu depuis plusieurs années pour l'obtention des réformes nécessaires à l'Irlande. L'Angleterre a toujours fait la sourde oreille.

Cette conduite de la Grande-Bretagne ne doit pas, cependant, jeter le découragement parmi les défenseurs de la verte Erin. Ils doivent, au contraire, puiser dans chaque refus, une nouvelle ardeur pour combattre avec plus de force.

Qu'ils continuent de combattre pour le rétablissement du parlement irlandais, pour la juste répartition du sol, pour l'amélioration de la condition sociale et économique de l'île.

Le jour viendra, quelque éloigné qu'il paraisse maintenant, où l'Angleterre se verra forcée d'accorder les réformes demandées et d'accéder aux vœux de la nationalité irlandaise.

M. Gladstone doit, pour nous servir des expressions de lord Disraeli, « effectuer par sa politique tous les changements qu'effectuerait par la force une révolution.»

Que le chancelier de l'échiquier veuille apprendre, ainsi que le disait un journal canadien, qu'en « blessant les Irlandais dans leurs croyances religieuses, dans leur dignité d'hommes, dans l'amour du sol natal, l'Angleterre a semé le vent ; elle peut gourmander scientifiquement la tempête. Nous lui souhaitons d'apprendre et de retenir de l'expérience qu'elle a provoquée cette vérité : c'est qu'il y a quelque chose au-dessus de la science, la justice, quelque chose de supérieur à la force, le droit. La science est relative ; la force ne vaut qu'autant qu'elle est l'instrument de la justice et la sanction du droit.»

* *

Irlandais, le moment est venu pour vous d'être unis plus que jamais.

Toutes les dissensions, les chicanes intestines, les divisions, doivent disparaître. Car, ainsi que vous l'avez appris par l'expérience, vous devez beaucoup d'insuccès dans vos tentatives à votre manque d'entente.

Vous devez donc vous unir et former un tout compacte, et combattre avec ensemble, si vous voulez réussir dans vos nobles efforts.

A la vue de tous les autres peuples européens qui, après des luttes séculaires ont conquis leur indépendance, vous ne devez pas demeurer inactifs.

Aussi, à l'exemple de ces peuples, vous avez livré déjà plusieurs combats à votre puissante suzeraine, et si le succès n'a pas couronné vos efforts, vous ne devez pas vous décourager, mais au contraire puiser une nouvelle ardeur dans chaque nouvelle défaite.

Nous ne vous conseillons pas, cependant, d'employer la force. Rien n'est plus loin de notre pensée.

De même que vous avez gagné votre indépendance religieuse en suivant la voie pacifique que vous offre la constitution anglaise, de même vous devez prendre la même route pour améliorer votre condition économique et sociale.

L'Angleterre, malgré l'enseignement de l'histoire, peut refuser maintenant encore d'accorder les réformes que vous demandez pour votre pays, mais elle se verra obligée dans un temps plus ou moins éloigné, de reconnaître la justice de vos griefs et dans l'obligation de chercher à les faire disparaître.

Irlandais, vous devez donc avoir foi dans l'avenir. Vous ne serez pas éternellement les esclaves de l'Angleterre. Des jours plus heureux viendront pour vous !

Grâce au dévouement des Parnell, des Dillon, des O'Brien, des Shaw, des Davitt, nous espérons de voir